

**PRIX DES ANNONCES :**  
 Annonces, la ligne, fr. 0.50; — Ann. financ. (avis d'ass. de soc.), la ligne, fr. 1.00; — Nécrologie, la ligne, fr. 1.00; — Faits divers (fin), la ligne, fr. 1.25; — Faits divers (corps), la ligne, fr. 1.50; — Chron. locale, la ligne, fr. 2.00; — Réparations judiciaires, la ligne, fr. 2.00.

**Administration et Rédaction :**  
 37-39, rue Fossés-Fleuris, Namur

**Bureaux de 11 à 1 h. et de 3 à 5 h.**

Les articles n'engagent que leurs auteurs. — Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

**PRIX DES ABONNEMENTS :**  
 1 mois, fr. 2.50 — 3 mois, fr. 7.50

Les demandes d'abonnement sont reçues exclusivement par les bureaux et les facteurs des postes.

Les réclamations concernant les abonnements doivent être adressées exclusivement aux bureaux des postes.

**J.-B. COLLARD, Directeur-Propriétaire**

La « Tribune Libre » est largement ouverte à tous.

# L'Echo de Sambre & Meuse

## PROPOS SOCIALISTES

### Propos Socialistes

Dans son article « Le Conflit actuel et le Socialisme », Ruscart a enfoncé les dirigeants du parti dans un dilemme, d'où quoi qu'ils fassent, il leur sera impossible de sortir.

Pour condamner la conduite de ceux qui osent encore se prétendre les chefs du Proletariat, il s'est servi de textes empruntés à des économistes bourgeois pour qui cependant le maintien de la société capitaliste dans sa forme actuelle, est un dogme sacré-saint.

Quoique formelles, certaines pourraient prétendre, pourtant, qu'étant des appréciations toutes privées, ces citations n'ont qu'une valeur relative pouvant, il est vrai, servir d'indications précieuses aux socialistes mais en tout cas ne les forçant nullement à agir en conformité d'idées avec ceux qui, comme Ruscart et moi, en ont fait leur Crado.

En matière de religion, lorsque les Conciles ont décidé, tous les Catholiques s'inclinent avec le plus profond respect, la décision prise, aussi baroque soit elle parfois, devient article de foi et l'Eglise ferme ses portes à ceux qui refusent d'y souscrire sans restriction, ainsi le veut la discipline qu'elle impose à ses adhérents, discipline qui a fait et fait encore la plus grande partie de sa force de résistance aux idées de progrès.

De même que la Religion, le Parti socialiste a ses dogmes, ses lois particulières.

Les Congrès nationaux et internationaux sont les Conciles dont les décisions doivent être suivies sous peine d'être rejeté du Parti, car on estime, avec raison, que les lois votées dans les Congrès engagent d'autant plus chacun, qu'elles sont l'œuvre de tous.

En effet, lors de la discussion préparatoire, au sein de chaque groupe, tous les militants émettent leur avis sur la mesure proposée et dictent ainsi le vote de leurs délégués au congrès national. Il n'est donc pas exagéré de dire que la décision qui intervient après ces multiples délibérations est l'émanation même de la volonté de chacun.

Du reste, aucun socialiste ne conteste la chose, tous admettent volontiers que les résolutions votées dans les différents congrès nationaux et internationaux sont impératives et doivent servir de directive à la vie de leur parti.

En ce qui concerne le conflit actuel, la conduite à suivre par les socialistes, leur a été imposée par le Congrès international tenu à Stuttgart en 1907.

Avec plus de force encore que l'économiste français de Molmare, la résolution votée dans ce Congrès dit :

« Les guerres entre Etats capitalistes sont en général les conséquences de leur concurrence sur les marchés du monde, car chaque Etat ne tend pas seulement à s'assurer des débouchés mais à en acquérir de nouveaux, principalement par l'asservissement des peuples étrangers et la confiscation de leurs terres.

Ces guerres résultent de la concurrence incessante provoquée par les armements du militarisme, qui est l'un des instruments principaux de la domination de la bourgeoisie et de l'asservissement économique et politique de la classe ouvrière.

Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes que l'on cultive systématiquement dans l'intérêt des classes dominantes; ou afin de détourner la masse prolétarienne de ses devoirs de classe et de ses devoirs de solidarité internationale.

Elles sont donc de l'essence du capitalisme et ne cesseront que par la suppression du système capitaliste, ou bien quand la grandeur des sacrifices en hommes et en argent exigée par le développement de la technique militaire et la révolte provoquée par les armements, auront poussé les peuples à renoncer à ce système.

La classe ouvrière chez laquelle on recrute de préférence les combattants et qui, principalement, doit supporter les sacrifices matériels, est l'adversaire naturel des guerres, parce que celles-ci sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit : la création d'un nouvel ordre économique, basé sur la conception socialiste destinée à traduire en réalité la solidarité des peuples. »

Ce n'est plus un économiste bourgeois qui parle ici, c'est l'Internationale ouvrière elle-même qui, solennellement dans un de ses congrès, clame à la face du monde que la

classe ouvrière est l'ennemie naturelle des guerres.

Résultat inévitable du régime capitaliste sous lequel nous vivons lentement.

Comment concilier les déclarations si énergiques de Stuttgart avec l'attitude plutôt équivoque des dirigeants socialistes qui sèment parmi les masses des idées de guerre à outrance « jusqu'à l'anéantissement complet de l'Allemagne » et vont partout se faire les propagateurs des préjugés nationalistes qu'ils combattent naguère ?

Pour expliquer la bizarrerie de sa conduite, Mircea C. Rosetti, fait dire par l'esclave qui sert les puissants contre les faibles : « Maîtres, vous m'avez corrompu. N'ayant pu vous briser je vous adore, me sentant trop faible pour vous attaquer je veux vous servir. Le chien lèche, lorsqu'il ne mord pas, la main qui le frappe et plus il est fidèle à son maître, plus il semble haïr les individus de son espèce.

L'Esclave ressemble au chien. » (1)

Placé dans la bouche des dirigeants du Parti, ces paroles pourraient nous fournir l'explication de leur conduite.

Quant à moi, je n'en trouve pas d'autre.

Où je ne suis plus d'accord avec mon ami Ruscart, c'est quand il paraît croire que la majorité du Proletariat belge a adopté une attitude antisocialiste.

La classe ouvrière de notre pays était essentiellement pacifiste et l'est encore, mais ses chefs la trompent sur ses devoirs réels pour étouffer sa voix. Eux seuls sont coupables !

Vivant au milieu des ouvriers, je connais leurs pensées. Comme nous ils voudraient la fin de la guerre, l'apaisement des haines, car ils savent, m'ont-ils dit souvent, que ce n'est pas pour eux qu'on se bat mais plutôt contre leur classe.

L'ouvrier n'est ni Belge, ni Français, ni Allemand, il est comme l'a dit un auteur dont le nom m'échappe, de la grande famille dont on ne parle jamais, de la famille humaine !

S'ils n'osent pas crier leur volonté d'en finir c'est que sans cesse on leur répète que seuls des « vendus » peuvent tenir pareil langage et qu'ils ont peur !

Aujourd'hui, après quatre ans de guerre, les esprits s'égarant facilement et il suffit de parler de paix pour, aussitôt, être accusé de complicité avec l'ennemi.

Si cette accusation n'émanait que des éléments capitalistes de la société, je comprendrais, la fin de la guerre étant pour eux la fin de la curée; mais que des socialistes ou des hommes qui se disent tels colportent de pareilles infamies cela me dépasse, je deviens furieux, je ne me contiens plus et je « fourre » alors sous le nez de ces messieurs la fin de la résolution votée au Congrès Socialiste International de Stuttgart :

« Le Congrès déclare :

Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir pour la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour leurs représentants dans les parlements et l'aide du bureau international, force d'action et de coordination de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale.

Au cas où la guerre éclaterait, néanmoins ils ont le devoir de s'entretenir pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. (2)

Rappelant le début de cet article, je pose un nouveau dilemme destiné à faire suite à celui de Ruscart :

Où les dirigeants du Parti socialiste se conformant à la décision du congrès international de Stuttgart se joindront à nous pour réclamer une paix la plus immédiate possible ou ils se placeront volontairement en dehors de l'Internationale et n'auront plus le droit de se dire socialistes.

Il n'y a pas de milieu.

Georges LAFORET.

### COMMUNIQUÉS OFFICIELS

« L'Echo de Sambre et Meuse » publie le communiqué officiel allemand de midi et le dernier communiqué français, douze heures avant les autres journaux

#### Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 6 septembre.

Théâtre de la guerre à l'Ouest.

Groupe d'armées du Kronprinz Rupprecht de Bavière et du général von Boehm.

Des reconnaissances ennemies témoignent en avant entre Ypres et la Bassée et débouchant enfin au Nord de Lens à l'abri d'un feu violent ont été refoulées.

Dans la soirée, entre Ploegsteert et Armentières, des troupes hessoises ont repoussé plusieurs attaques de l'adversaire.

A cette occasion, elles ont fait plus de 100 prisonniers.

Près de Hulluch, incursion heureuse dans les tranchées anglaises.

Dans le terrain devant nos nouvelles positions, des engagements d'infanterie acharnés se sont engagés aux bords de la route Bapaume-Cambrai, dans la forêt de Haurincourt et sur les hauteurs à l'Est du secteur de Tortille.

Nous avons rejeté de fortes attaques ennemies débouchant de la ligne Neuville-Manancourt-Moislains.

Hier, l'ennemi a prudemment suivi nos arrière-gardes par Péronne et au-delà de la Somme.

Entre la Somme et l'Oise, il a avancé plus rapidement et se trouvait, vers le soir, à l'Ouest de la ligne Ham-Chauny.

Entre l'Oise et l'Aisne, la séparation de l'adversaire s'est méthodiquement opérée. Nos postes sont en contact combatif avec lui dans la ligne Amigny-Barisis-Laffaux-Condé.

Groupes d'armées du Kronprinz allemand.

A l'Est de Soissons, l'ennemi nous a suivi sur la Vesle.

Nos détachements d'infanterie et d'artillerie l'ont retenu longtemps et lui ont infligé des pertes.

Sur les hauteurs au Nord-Est de Fismes, nous avons repoussé de puissantes attaques américaines.

#### Communiqués des Puissances Alliées

Paris, 5 septembre (3 h)

Au cours de la nuit, nos troupes ont maintenu le contact avec les arrière-gardes ennemies et progressé à l'Est du canal du Nord et en direction de l'Aisne.

A l'Est de Nesle, nous avons franchi le canal de la Somme, dans la région de Voyennes et d'Offoy.

Plus au Sud, nous avons dépassé Hombleux, Esmerly-Hallon et Flavy-le-Meldeux et porté nos lignes au Nord de Guiscard, jusqu'aux abords de Berlancourt.

Entre l'Ailette et l'Aisne, nous avons repoussé deux violentes contre-attaques allemandes sur le Mont des Tombes, à l'Est de Locilly, et maintenu nos positions.

Sur le front de la Vesle, les troupes franco-américaines ont atteint la crête de hauteurs qui domine l'Aisne.

Élargissant encore leur action, elles ont également franchi la Vesle entre les Venteaux et Jonchery.

Aucun événement à signaler sur le reste du front.

#### Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 4 septembre. — Officiel du soir.

Jusqu'à présent, on ne signale pas d'opération importante.

Entre la Scarpe et la Somme, l'ennemi s'est approché en fatiguant nos lignes.

Entre l'Ailette et l'Aisne, nous avons repoussé de nouvelles attaques françaises.

Berlin, 5 septembre. — Officiel.

A la côte orientale de l'Angleterre, nos sous-marins ont encore coulé 13,000 tonnes brut.

Vienne, 5 septembre. — Officiel de ce midi.

Sur le théâtre de la guerre en Italie, dans la région de Cerna et à l'Est du monte Pertica, les opérations de nos troupes d'assaut ont été couronnées d'un plein succès.

Dans les Sette Comuni et sur la Piave, nous avons fait échouer des reconnaissances tentées par l'ennemi.

En Albanie, la situation n'a pas changé.

Constantinople, 3 septembre. — Officiel.

Sur le front en Palestine, l'ennemi a entrepris à certains endroits une violente canonnade et lancé à plusieurs reprises contre nos positions des détachements de reconnaissance, qui ont été partout repoussés.

Nous avons efficacement bombardé les camps ennemis près de Vadi et Aulcha.

Sur les autres fronts, la situation ne s'est pas modifiée.

#### Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 4 septembre. — Officiel.

En attaquant des objectifs d'ordre militaire situés

Genève, 4 septembre. — De l'Agence Havas :

Le vapeur français « Palman », qui se rendait de Bizerte à Salonique, a été torpillé et a coulé, la nuit du 26 au 27 août.

Il avait 359 personnes à bord, entre autres des soldats serbes.

#### DÉPÊCHES DIVERSES

Paris, 5 septembre. — La Chambre française reprend ses travaux demain, mais le Sénat prolonge ses vacances jusqu'au 17 septembre.

On croit que la Chambre s'occupera sous une forme ou l'autre de l'affaire Malvy et que les socialistes profiteront de l'occasion pour provoquer une déclaration du gouvernement sur la politique générale.

Genève, 4 septembre. — Le congrès des mineurs français a adopté une motion déclarant qu'ils « ne sont pas surpris d'apprendre que, dans de nombreuses régions minières, les libertés syndicales ne sont pas respectées... », et ajoutant qu'ils pensent que cette attitude patronale, trop souvent encouragée par les préfets, les ingénieurs ou chefs des mines et les délégués du gouvernement, est l'erreur consécutive à l'esprit réactionnaire qui se refuse à admettre l'idée de progrès et de liberté.

La motion pose ce principe que les syndicats de la Fédération du sous-sol se refusent à entamer des pourparlers, à conclure des accords, à établir des bordereaux de salaires si dans « toutes les régions minières les libertés syndicales ne sont pas garanties ».

Berne, 4 septembre. — Le « Corriere della Sera » annonce que M. Giovanni Fassin, conseiller municipal de Milan, a été condamné à mort par le conseil de guerre.

M. Fassin s'est réfugié l'année dernière en Suisse pour se soustraire au service militaire.

Les trois quarts de sa fortune ont été confisqués.

Berlin, 5 septembre. — On transmet de Zurich au « Berliner Tageblatt » cette information de l'« Echo de Paris » :

« De violents combats ont eu lieu au Maroc; il y a eu un grand nombre de morts et de blessés et l'on

à l'arrière du front ennemi, nos escadrilles de bombardiers ont lancé 1,157,957 kilos d'explosifs pendant le mois d'août, quantité qui n'a jamais été atteinte jusqu'ici.

La presque toujours est possible de se rendre compte de visu de l'efficacité de ces attaques, souvent exécutées à faible altitude et dont les résultats ont été du reste photographiés.

Les champs d'aviation de Matangues et d'Esquerre ont été touchés en plein et plusieurs hangars abritant des avions ont été détruits.

Au champ d'aviation d'Ochey, des attaques répétées ont provoqué de violents incendies.

Des explosions extrêmement violentes et des incendies de longue durée ont provoqué combien ont été efficaces nos attaques contre les trains de munitions dans les gares d'Épernay et de Crèvecœur.

Un dépôt de munitions au Sud de Châlons, la fabrique d'explosifs d'Orsel-sur-Seine et le grand dépôt de munitions de Vailly, au Sud d'Arras, ont sauté le 25 août.

De longs et violents incendies ont éclaté dans les abris et les camps de Châlons, d'Épernay, d'Amiens, de Saint-Pol et de Villers-Gotterets.

Au cours des grands combats livrés entre Arras et Reims nous avons atteint nos objectifs en plein à coups de bombes, dont les explosions ont creusé des sillons sanglants dans les épaisses concentrations de troupes ennemies et provoqué un grand désarroi sur et à l'arrière du front de bataille.

#### Communiqués des Puissances Centrales

Berlin, 4 septembre. — Officiel.

Petites opérations sur divers points du front de bataille.

Nous avons atteint la lisière orientale du bois de Vaux et, sur d'autres points, gagné un peu de terrain.

Nos troupes ont atteint la ligne délimitée à grands traits par le canal du Nord; elles ont occupé Ecouart-St-Quentin, au N. d. de la route d'Arras à Cambrai.

Dans le secteur de la Lys, nous avons fait de nouveaux progrès hier soir et cette nuit, aussi bien au Sud qu'au Nord de la rivière.

Nos troupes approchent de Neuve-Chapelle et de Laventie.

Nous avons conquis Saily, Nieppe et Romarin.

Rome, 4 septembre. — Officiel.

Après une préparation d'artillerie, d'importantes colonnes ennemies venant de l'Est ont débouché au Nord de la route donnant accès à la vallée de Noce, d'où elles ont attaqué hier après-midi nos positions au Sud du Montello.

Notre artillerie les a arrêtées et leur a infligé de lourdes pertes.

Plus au Nord, à la faveur d'un épais brouillard, l'ennemi a réussi à occuper deux de nos postes d'observation entre le Montello et le San Matteo.

Nous avons dispersé des patrouilles ennemies dans la vallée de Lagarina et dans le secteur de Mori.

Au Sud de Rovereto, sur le plateau d'Asiago et dans la vallée de la Brenta, nos batteries ont violemment bombardé les voies de communications ennemies.

#### Communiqués des Puissances Centrales

n'est parvenu à repousser les rebelles qu'au prix de formidables efforts.

Berlin, 5 septembre. — On mande de Cassel au « Berliner Lokal Anzeiger » :

« Le général Sporopadski, htmtn de l'Oukraine, arrivera la nuit à Cassel.

Il sera reçu aujourd'hui en audience par l'Empereur au château de Wilhelmshöhe.

Vienne, 4 septembre. — L'Empereur a reçu ce matin en audience l'amiral von Hintze et le sous-secrétaire d'Etat von Stumm.

Vienne, 4 septembre. — Les bruits tendancieux colportés au sujet de la démission du comte Burian, ministre des affaires étrangères, sont dénués de tout fondement.

Amsterdam, 3 septembre. — La Centrale des cigares se refusant à accorder un bénéfice satisfaisant aux fabricants du cigare uniforme, ces derniers ont menacé de fermer leurs usines, ce qui mettrait sur le pavé 40 000 ouvriers.

#### EN RUSSIE

Londres, 4 septembre. — On mande de Charbin au « Daily Mail » que l'avant-garde des troupes tchéques-slovaques, partie de Verschno Udinsk, à 80 miles à l'Est du lac Baïkal, a rejoint les troupes du colonel Semenof sur l'Onon, à 240 miles au Sud-Est de Verschno Udinsk, où le commandant Diterich est en communication télégraphique avec ses chefs.

Kief, 4 septembre. — Dans la région du Sud du Don, près de Kotelniiki, l'attaque et la percée des bolchevistes ont été arrêtées et les bolchevistes repoussés.

Par contre, au Nord-Ouest de Zezizin, les Cosaques ont dû céder sous la pression des bolchevistes et ont abandonné la gare de Kotlaban.

L'armée de volontaires a cédé la partie septentrionale du gouvernement de Stavropol à l'armée des cosaques d'Astrakhan.

A cet endroit et dans la partie libérée de la région d'Astrakhan, la mobilisation des Kalmouks a été décrétée.

L'armée des volontaires continue sa marche en avant vers Stavropol et a occupé Beschagir, à 30 kilomètres de Stavropol.

Helsingfors, 4 septembre. — A la suite de la protestation du gouvernement de Finlande contre une violation de la neutralité commise près de Kuola-Jarsi, le consul d'Angleterre fait publier une déclaration de son gouvernement disant qu'aucune des troupes commandées par des chefs des Puissances occidentales n'a tenté de franchir la frontière finlandaise ou pris part à des opérations militaires contre la Finlande, les chefs militaires des Alliés ayant reçu l'ordre d'éviter toute violation des frontières de la Finlande.

#### Amsterdam, 4 septembre. — Un journal de Kief annonce d'une source qu'il dit certain que le gouvernement des Etats-Unis est disposé à reconnaître l'autonomie de l'Oukraine.

#### Découverte d'une conjuration

Moscou, 4 septembre. — Le journal officiel « Isvestija » annonce que le gouvernement a découvert le 2 septembre une conjuration organisée par les diplomates de l'Entente : MM. Lockhart, chef de la mission britannique, Génard, consul général français et le général français Lavergne.

Cette conjuration avait pour but de soulever une partie des troupes des Soviets, de s'emparer du Conseil des commissaires du peuple et de proclamer à Moscou une dictature militaire.

Les meneurs travaillaient à coups de documents falsifiés et de pots-de-vin. L'enquête a révélé qu'ils avaient décidé de publier, dans le cas où le coup aurait réussi, une fausse correspondance secrète échangée et de faux traités conclus entre le gouvernement russe et le gouvernement allemand, dans le but de créer une atmosphère favorable à une reprise de la guerre avec l'Allemagne. Les conspirateurs, munis de certificats portant la signature personnelle du chef de la mission britannique à Moscou, étaient couverts par l'immunité diplomatique. De nombreux exemplaires des rapports rédigés par eux sont entre les mains de la Commission extraordinaire. Pendant les dix derniers jours, le lieutenant anglais Bayly, un des agents de M. Lockhart, a dépensé 1,200,000 roubles pour soulever des soldats.

La conjuration a été découverte grâce à la force de caractère de commandants de troupes dont les meneurs avaient tenté d'acheter la conscience.

Les commissaires du peuple devaient être arrêtés à la première séance plénière à laquelle ils auraient été convoqués en vue d'une discussion importante, et l'on avait étudié les mesures à prendre pour acheter les soldats qui auraient ce jour-là monté la garde au Kremlin.

Dès leur arrestation en bloc, les commissaires du peuple devaient être transférés à Arkhangel.

C'était du moins l'intention primitive des meneurs : par la suite, le lieutenant Bayly émit l'avis qu'il serait dangereux d'expédier à Arkhangel M. Lémine, qui, grâce à la merveilleuse habileté avec laquelle il se concilie la faveur des gens du peuple, pouvait réussir pendant le voyage à gagner à sa cause son escorte et à se faire rendre la liberté, et émit l'opinion que le plus sûr serait de fusiller MM. Lémine et Trozki dès qu'ils seraient arrêtés.

Pendant la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre, les agents de la Commission extraordinaire firent irruption dans la maison où les chefs de la conjuration se réunissaient et y trouvèrent assemblés plusieurs personnes parmi lesquelles un sujet anglais qui refusa de déclarer son nom. A la Commission extraordinaire, où toutes les personnes arrêtées furent amenées, cet Anglais déclara qu'il était le représentant diplomatique de l'Angleterre Lockhart. Le commissaire du peuple Peters lui dit, après avoir vérifié l'exactitude de cette déclaration, qu'il allait être immédiatement relâché et lui demanda s'il reconnaissait être l'auteur des tentatives de corruption exercées sur la personne d'un commandant de troupes des Soviets.

M. Lockhart nia catégoriquement le fait d'avoir eu des rapports avec ce commandant, mais lorsque furent précisées les dates exactes des entretiens, il déclara fort en colère que sa situation de représentant diplomatique le protégeait contre tout interrogatoire.

On lui dit alors qu'on ne l'interrogerait que dans le but d'établir que le Lockhart organisateur de la conjuration et le Lockhart représentant diplomatique de l'Angleterre étaient deux personnes différentes; le diplomate anglais, mis de la sorte au pied du mur, ne trouva rien à répondre et quitta le local de la Commission extraordinaire en manifestant une profonde émotion.

Le major Friede, qui fut arrêté, et son frère le capitaine Friede, tous deux au service du gouvernement des Soviets, se livraient au vol systématique de documents secrets et de rapports sur la situation au front et les mouvements de troupes, qu'ils copiaient et transmettaient à la mission anglo-française.

Une artiste de théâtre leur servait d'intermédiaire et remettait les documents à leurs destinataires sur les boulevards.

Le but principal que visait la conjuration était la reprise de la guerre entre la Russie et l'Allemagne; les diplomates anglo-français ont la conviction formelle que, sans le pouvoir des Soviets, n'importe quel gouvernement serait un instrument docile aux mains de l'impérialisme anglo-français et lancerait sans broncher la Russie dans l'aventure de nouvelles batailles.

Toutefois, ils se rendaient compte qu'il fallait invoquer des raisons extraordinaires pour justifier auprès du peuple un tel bouleversement et une nouvelle déclaration de guerre.

C'est pour cela qu'ils faisaient exercer une surveillance de tous les instants sur le travail des bureaux de MM. Lémine, Trozki et autres commissaires responsables, où ils comptaient découvrir les textes originaux des traités et des accords conclus avec l'Allemagne.

Prévoyant toutefois que ces traités seraient identiques à ceux publiés par la Presse, ils avaient décidé d'en fabriquer de faux de nature à convaincre les bolchevistes avaient trahi la Russie.

Cette question de la rédaction de faux traités a été discutée au cours de plusieurs séances à la mission britannique, ainsi que l'ont confirmé les premières indications fournies par l'enquête, qui a révélé en outre chez les diplomates anglo-français l'intention de fabriquer une fausse correspondance échangée entre les gouvernements allemand et russe.

#### Moscou, 4 septembre. — Ayant reçu des communications d'une grande importance relativement aux rapports que différents organismes contre-révolutionnaires entretenaient avec les représentants du gouvernement et de l'ambassade d'Angleterre, M. Tcherchinski, président de la commission extraordinaire, décida de faire faire une enquête à Pétrograd. On sut bientôt que les ramifications principales de la conjuration et de son organisation convergent toutes à la légation d'Angleterre.

#### Les agents chargés de l'enquête arrivèrent le 31 août à Pétrograd et s'y mirent aussitôt en rapport avec la commission.

#### Un membre de celle-ci, M. Hiller, fut chargé de faire des perquisitions à la légation d'Angleterre où l'on avait été avisé que les contre-révolutionnaires avaient des entretiens avec les fonctionnaires anglais et où Savinkof et Filonko devaient être cachés.

#### A 5 heures du soir, M. Hiller partit pour l'ambassade en compagnie du commissaire Polisenko et d'une escorte, fit cerner l'hôtel et en occupa le rez-de-chaussée sans encombre.

#### Brusquement comme les fonctionnaires de la commission et l'agent Schenkman pénétraient dans une pièce, des coups de feu éclatèrent; Schenkman,

#### Les Opérations à l'Ouest

Du « Journal » de Paris :

La ligne Hindenburg, sur laquelle les Allemands se retrèrent, reste un sérieux obstacle.

Les nouvelles méthodes n'ont pas modifié la valeur défensive des anciennes tranchées; les Français s'en sont déjà aperçus ces derniers jours devant Roye et dans l'ancien champ d'entonnoirs de la Somme, où il leur a fallu mener la bataille, suivant l'ancienne méthode, après une longue préparation d'artillerie.

Il est vrai qu'en novembre 1917 les tanks avaient réussi à percer la ligne fortifiée, mais c'est parce qu'à ce moment là les Allemands ne les connaissaient pas, car c'était la première fois qu'ils manœuvraient en masse, et il est douteux que l'on puisse encore compter sur pareille surprise.

Il ne faut pas traiter à la légère l'obstacle que nous avons devant nous : il est extrêmement sérieux et de nouvelles opérations seront nécessaires pour en venir à bout.

Le collaborateur militaire de l'« Humanité » ne croit pas qu'une attaque de front puisse encore réussir après que les Allemands auront pris pied dans la ligne choisie par eux.

Le « Neue Zürcher Zeitung » reproduit un commentaire de l'Agence Havas disant que le massif de Saint-Gobain constitue en ce moment le point principal de la gigantesque bataille.

#### La Guerre sur Mer

Turin, 5 septembre. — On mande de Washington à la « Stampa » :

« Le ministre de la marine annonce que le navire charbonnier « Cyclop », ayant 293 hommes à bord, dont on est sans nouvelles depuis le 24 mars, doit être considéré comme perdu.

Berlin, 5 septembre. — Les journaux reproduisent une information du « Matin », de Paris, d'après laquelle l'ancien vapeur canadien « Triumph » a transformé en croiseur-auxiliaire allemand et qui opère au large de la côte de la Nouvelle-Ecosse, a déjà coulé un grand nombre de navires marchands.

Il a détruit, entre autres, le vapeur norvégien « Bergsdalen » (2,550 tonnes), dont les 25 hommes d'équipage ont été débarqués près du cap Race.

#### Les Opérations à l'Ouest

Du « Journal » de Paris :

La ligne Hindenburg, sur laquelle les Allemands se retrèrent, reste un sérieux obstacle.

Les nouvelles méthodes n'ont pas modifié la valeur défensive des anciennes tranchées; les Français s'en sont déjà aperçus ces derniers jours devant Roye et dans l'ancien champ d'entonnoirs de la Somme, où il leur a fallu mener la bataille, suivant l'ancienne méthode, après une longue préparation d'artillerie.

Il est vrai qu'en novembre 1917 les tanks avaient réussi à percer la ligne fortifiée, mais c'est parce qu'à ce moment là les Allemands ne les connaissaient pas, car c'était la première fois qu'ils manœuvraient en masse, et il est douteux que l'on puisse encore compter sur pareille surprise.

Il ne faut pas traiter à la légère l'obstacle que nous avons devant nous : il est extrêmement sérieux et de nouvelles opérations seront nécessaires pour en venir à bout.

Le collaborateur militaire de l'« Humanité » ne croit pas qu'une attaque de front puisse encore réussir après que les Allemands auront pris pied dans la ligne choisie par eux.

Le « Neue Zürcher Zeitung » reproduit un commentaire de l'Agence Havas disant que le massif de Saint-Gobain constitue en ce moment le point principal de la gigantesque bataille.

blessé à la poitrine, tomba, et l'agent Lissen fut tué sur le coup.

Sans souci des coups de feu, M. Hiller pénétra dans la pièce à la tête d'un groupe d'agents et mit en état d'arrestation les inconnus qui s'y trouvaient et qui levaient les mains.

On continuait pendant ce temps-là à se battre dans le corridor.

Obéissant de faire usage de leurs armes, les éclaireurs tirèrent et tuèrent un de ceux qui avaient ouvert le feu contre eux; c'était l'attaché de marine Trommy, qui avait, comme il a été établi par la suite, fait feu le premier.

Au cours de la fusillade qui suivit, le fonctionnaire d'enquête Dornowski a été blessé.

Les policiers qui avaient pénétré dans l'ambassade ont arrêté une cinquantaine de personnes, parmi lesquelles le prince Schachowsky.

Au cours des perquisitions, on a découvert des correspondances compromettantes et quantité d'armes. On attache une grande importance à cette découverte.

Moscou, 4 septembre. — La « Pravda » du 3 septembre publie un long article au sujet de la conspiration anglaise. La révolution contre le gouvernement bolcheviste devait éclater à Moscou le 10 septembre. Les Anglais s'étaient assurés que MM. Lénine et Trotski assisteraient ce jour à la réunion plénière des commissaires du peuple.

Les troupes de la contre-révolution occupèrent simultanément la Banque d'Empire et les bureaux centraux du téléphone et du télégraphe.

La dictature militaire serait proclamée, avec menaces de mort contre tous ceux qui trahiraient des réunions avant l'institution du gouvernement militaire anglais.

La date du 29 août, se tint une réunion à Pétrograd, au cours de laquelle les dernières mesures furent prises pour aggraver la situation économique en Russie.

Le ravitaillement de Pétrograd et de Moscou serait rendu impossible par la destruction des ponts du chemin de fer, l'arçage des rails, l'incendie des dépôts de vivres, etc.

Les documents trouvés entre les mains du gouvernement des Soviets démontrent la complicité des représentants diplomatiques et militaires des puissances étrangères à la conspiration contre-révolutionnaire.

Les fils de la conspiration aboutissent à la légation britannique, et le consul général de France, M. Gérard, et le général français Lavergne doivent être considérés comme directement impliqués dans cette affaire.

Moscou, 4 septembre. — Les officiers français arrêtés ont été trouvés en possession de fortes quantités de pyroxilène dont ils devaient se servir pour détruire les dépôts de vivres et les transports.

Londres, 5 septembre. — De l'Agence Reuters : Le gouvernement anglais a télégraphié M. Chit-chérine, commissaire du peuple des affaires étrangères.

Nous avons été informés de la violente attaque exécutée contre notre ambassade de Pétrograd et avons appris qu'elle a été pillée, que le capitaine Crombie, qui tenait de la défense, a été assassiné et son cadavre mutilé d'une façon atroce. Nous exigeons le rétablissement de la situation et la punition immédiate de tous ceux qui ont trempé dans ce horrible crime.

Si le gouvernement des Soviets ne donne pas satisfaction complète et si tel tolère de nouveaux actes de violence contre des sujets anglais, le gouvernement britannique le tiendra pour personnellement responsable et demandera qu'il soit mis au ban de tous les pays civilisés.

Stockholm, 10 septembre. — Le baron Rosen, ancien ambassadeur de Russie à Tokio, qui justifiait être en faveur auprès des bolchevistes, vient d'être inopinément arrêté à Pétrograd.

Un signale d'ouïe part l'arrestation du baron Nolde, ancien suppléant du ministre de l'intérieur.

Moscou, 4 septembre. — La ratification par le Comité exécutif des traités complémentaires au traité de paix de Brest-Litovsk a été votée hier à l'unanimité moins 2 abstentions.

Après le vote, M. Trotski a fait rapport sur la situation au front, qui est généralement favorable; après quoi, on a nommé président du Conseil supérieur de guerre et nommé le chef letton Wazetes commandant en chef sur tous les fronts.

Bâle, 5 septembre. — La « Temps » publie une dépêche de Londres d'après laquelle la Tsarine et une de ses filles auraient été assassinées le même jour que Nicolas II.

Berlin, 4 septembre. — De la « Krasnaja Gazeta » en date du 2 septembre : — Les Anglais et les Français débarqués à la côte de Mourmane souffrent de la faim.

Les rangs des Tchéques-Slovaques s'éclaircissent de plus en plus et la prise d'une partie du Transsibérien leur a coûté toutes leurs réserves.

Leurs garnisons dans les villes qu'ils occupent sont tellement faibles qu'elles sont insuffisantes à assurer le service de garde.

En Sibirie orientale, les troupes du Soviet occupent les deux côtés du chemin de fer.

Stockholm, 4 septembre. — Les gardes rouges qui ont évacué Volgata, ont, avant de partir, incendié la ville, qui est au pouvoir des rebelles.

Tokio, 28 août. — Officiel. — Les Japonais ont occupé Schimanowska et ont, de concert avec les troupes alliées, commencé à poursuivre l'ennemi.

Au cours des combats livrés du 23 août au 28 août, 2 officiers ont été tués, 7 officiers et 129 hommes blessés. Les pertes de l'ennemi ont atteint le double. Il a abandonné 300 morts. Nous nous sommes emparés de 2 automobiles blindées, de 3 canons, de 4 mitrailleuses et de cartouches. Des troupes de Semenov ont occupé Halohole.

Stockholm, 4 septembre. — Le gouvernement des Soviets a reçu un grand nombre de lettres, prédisant que ses membres seraient l'objet d'actes de violence immédiats dans le cas où l'auteur de l'attentat contre M. Lénine, le terroriste Kaplan, serait fusillé.

Ces menaces n'empêcheront pas la Kaplan d'être fusillée avant la fin de cette semaine, lorsqu'elle aura été soumise à un interrogatoire approfondi.

Le commissariat de la justice possède une liste de commissaires du peuple qui doivent encore être assassinés; elle porte les noms de MM. Radeck, Smoviet, Lunatschski, Swerdlow et vingt-quatre autres des chefs bolchevistes les plus connus.

## DERNIÈRES DÉPÊCHES

### L'Europe ou l'Amérique ?

L'« Ekstrabladet », de Coppenhague, du 29 août écrit :

Si quelqu'un attend une décision au front de l'Ouest pour cet automne, il sera déçu. La grande offensive n'est qu'un épisode et tout qui connaît même à peu près les conditions militaires, politiques et économiques de l'Allemagne, sait qu'une défection n'est pas à attendre ni dans l'armée allemande ni dans le peuple allemand.

Lorsque l'armée russe était au sommet de ses forces combattives, lorsque le front de l'Est restait des millions de soldats allemands, le danger d'une percée du front allemand doit en tous cas avoir été plus grand qu'aujourd'hui.

Et il faut ajouter que les conditions d'alimentation sont actuellement en Allemagne beaucoup meilleures qu'il y a un an.

Les puissances alliées ont encore besoin d'une série d'années pour réaliser leur but, détruire l'Allemagne militairement, moralement et économiquement.

Pendant que la jeunesse européenne est détruite, l'Europe va à pas sûrs vers sa destruction.

Lors de la conclusion de la paix, il ne restera plus qu'une Europe tout à fait affaiblie économiquement et moralement, qui aura perdu sa puissance de direction économique et culturelle.

L'Amérique et le Japon, mais surtout l'Amérique, auront conquis la place dominante et l'américanisation de l'Europe tombée pourra sérieusement commencer.

Deja maintenant l'Amérique dirige. Ses alliés deviennent toujours plus dépendants d'elle.

La guerre ne peut être menée qu'avec les soldats et l'argent américains; l'Amérique décide, si l'Europe doit avoir fait ou recevoir des moyens de nourriture.

Le centre du monde financier se déplace de Londres vers New-York.

Et il faut ajouter que l'Amérique a pris un programme de constructions navales dont la réalisation lui assure une place prédominante, attendu que la flotte commerciale anglaise est sensiblement réduite par la guerre sous-marine.

La lutte mondiale entre l'ancien et le nouveau continent ne sera pas simple après la guerre parce que les avantages du canal de Panama sont sérieusement en faveur du trafic américain dans l'Océan.

Les grands marchés Sud-Américains sont déjà passés en grande partie d'Angleterre aux Etats-Unis qui pourront après la guerre s'appuyer sur une forte puissance militaire et maritime.

Dans tous les cas futurs de conflits on devra compter avec ce facteur de puissance et vis-à-vis d'une Europe affaiblie jusqu'à la mort l'Amérique devra avoir beau jeu.

La guerre et la conclusion de la paix ouvrent toutes possibilités à la nouvelle grande puissance de l'autre côté de l'Océan Atlantique, tandis qu'il paraît tout à fait exclu qu'une des puissances européennes faisant la guerre, sorte de la guerre avec des avantages qui puissent couvrir même au moindre grade les nombreuses pertes.

Pendant la 5<sup>ème</sup> année, l'Europe travaille à sa destruction financière et culturelle.

### L'état de Lénine

Moscou, 2 septembre. — L'état de Lénine continue à être sérieux. Cependant le patient n'est pas actuellement en danger.

La crise est attendue endéans les 2 à 5 jours. A la suite de l'attentat on lui en de nombreuses arrestations.

Malgré leurs certificats protecteurs on a fait des perquisitions aux domiciles des anciens bourgmestres de Moscou, Urdnew et Astrow.

L'évêque de Njucma, Masserius a été arrêté. L'aspect extérieur de Moscou est calme.

Les difficultés de ravitaillement en France De la frontière suisse, 5 septembre. — Les plaintes de la Presse parisienne au sujet des difficultés d'alimentation croissent journellement en France se multipliant depuis quelques semaines d'une manière marquée.

C'est ainsi que le « Petit Parisien » ne peut pas toujours se tranquilliser sur le mauvais ravitaillement en viande dont souffre principalement la capitale française et manifeste même aujourd'hui sans détours la crainte d'une forte crise.

L'élevage insuffisant de jeune bétail et la stomatite aphteuse causent à ce journal de sérieux soucis, d'autant plus que cette dernière a pris un développement effrayant dans certaines régions.

Le « Temps » se plaint qu'une commune de 300 habitants en Bretagne est au moins 20 jours par mois sans pain depuis un trimestre.

« La Feuille genevoise » fait remarquer à ce sujet que ce cas n'est pas isolé que le « Temps » veut le dire, car il y a aussi plusieurs communes dans le voisinage de la frontière suisse qui pendant un temps ont eu à souffrir du manque de pain.

Le ravitaillement en lait et produits laitiers rencontre dans beaucoup d'endroits des difficultés croissantes.

Moscou, 4 septembre. — L'état de Lénine est satisfaisant, le danger de complications n'est pourtant pas exclu.

Belges victimes des attaques des aéronefs alliés. 1. Wenduine. — Bombes jetées le 14 août 1918. Tuée : Sanssens Alice, de Visseghem, 20 ans. Gravement blessés : Meyers Camille, née Irma Willaert, de Nieuwmonster, 32 ans; Delanoye Camille-Médard, de Visseghem, 19 ans, 1 oncle et 1 cousin à l'armée belge.

2. Bruges. — Bombes jetées par des aviateurs anglais, le 15 août 1918 : — Fias : Claeys Arthur, 48 ans, 5 neveux à l'armée belge; — Beurwaerd, Marcel, 13 ans, le père est à l'armée belge; — De Graeve, Blanche, 20 ans, son frère est à l'armée belge.

Blessés : De Ghesselles Edouard, 74 ans, 1 petit-fils à l'armée belge; — Berghman Florimond, 38 ans, 1 frère à l'armée belge; — Van Dooren Victorine, 36 ans, id.; — Van Walleghem Marcelle, 14 ans, id.; — Claeys Albertine, 20 ans, id.; — Claeys Emile, 42 ans, 1 fils id.; — Lietaert Jules, 64 ans, id.; — Lietaert Léontine, 28 ans, 1 frère id.

## ARRÊTÉS

### DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

de l'arrêté du 21 février 1918, concernant la saisie de l'orge, de l'escourgeon, de l'avoine, des pommes de terre hâtives et tardives, du tabac et de la chicorée de la récolte de 1918.

En exécution de l'arrêté du 21 février 1918, concernant la saisie de l'orge, etc., de la récolte de 1918, je décide ce qui suit au sujet de l'utilisation économique des pommes de terre tardives, en Wallonie :

### Article 1<sup>er</sup>

Les quantités à livrer par chaque commune sont fixées par le « Zivilkommissar » (Commissaire Civil) compétent. Les quantités à livrer de ce chef par les divers agriculteurs de la commune sont fixées par celle-ci, sous le contrôle du « Zivilkommissar ».

La commune a le droit de libérer de l'obligation de livrer les agriculteurs qui n'ont pas planté plus d'un are de pommes de terre par personne appartenant à leur ménage et, lors de la détermination des quantités à livrer par chaque agriculteur, de tenir compte de la productivité des divers terrains, de la superficie totale des terres cultivées, du nombre de personnes des ménages et d'autres circonstances analogues, à la condition que la quantité totale à livrer par la commune n'en soit pas réduite.

Aussi longtemps que, dans un arrondissement, l'achat et la vente libres, conformément à l'article 3, ne sont pas autorisés, seule la « Kartoffelversorgungsstelle » (Bureau d'approvisionnement en pommes de terre des Chefs de l'Administration civile de la Flandre et de la Wallonie), à Bruxelles, a le droit d'acheter des pommes de terre. L'achat et le transport des pommes de terre se font par les « Zivilkommissars » compétents et les acheteurs autorisés par eux, ou bien par les organisations auxquelles la « Kartoffelversorgungsstelle » a donné l'autorisation d'acheter.

### Article 2

Tout intéressé est tenu de livrer les quantités dont la livraison lui est imposée, à moins qu'il ne prouve que, sans qu'il y ait de sa faute, il n'est pas à même de le faire. Les « Zivilkommissars » ont le droit d'établir des délais pour la présentation des réclamations ayant pour objet l'importance des quantités à livrer, et de décider au sujet de ces réclamations; en outre, le droit leur est conféré d'infliger soit à la commune, soit aux agriculteurs intéressés une amende de 1 à 10 mark par kg. des quantités à livrer mais non livrées.

La commune et les agriculteurs en défaut peuvent être déclarés responsables du paiement de l'amende en qualité de co-débiteurs solidaires.

Les « Zivilkommissars » ont aussi le droit de prendre des dispositions spéciales au sujet de l'espèce et de la date des livraisons; ils peuvent, notamment, ordonner des livraisons partielles et réduire le prix d'achat pour les pommes de terre non livrées dans un délai fixé par eux.

Conformément au § 2 de l'arrêté du 21 février 1918, le prix d'achat est de 25 fr. les 100 kg. Les pommes de terre à livrer doivent être bien triées, avoir au moins une grandeur de 4 cm. pour chacune des trois dimensions et être soigneusement débarrassées de la terre les entourant.

Lors de la vente des pommes de terre aux consommateurs, les communes, pour couvrir leurs frais, peuvent augmenter équitablement le prix de vente, sans qu'il en résulte un bénéfice pour elles.

### Article 3

Aussi longtemps que toutes les communes d'un même arrondissement n'ont pas encore livré les quantités obligatoires ou assuré la livraison de ces quantités, aucun achat ou vente de pommes de terre, permis dans cet arrondissement, leur transport ne peut s'y faire qu'en vertu d'un permis ad hoc. Cette disposition est aussi applicable aux prétendus excédents. Avant cette époque déjà, le commerce et le transport libres pourront être autorisés par le « Zivilkommissar » dans certaines parties de l'arrondissement ou des communes qui auront livré les quantités obligatoires.

Les contrats contraires à ces dispositions sont nuls et non avenue. Le « Zivilkommissar » publiera par voie d'affichage soit dans l'arrondissement soit dans la commune, la date à laquelle les livraisons obligatoires de toutes les communes d'un même arrondissement seront considérées comme accomplies ou assurées. A partir de cette date, l'achat, la vente et le transport des pommes de terre dans cet arrondissement ne subiront aucune restriction.

Le transport à destination d'un autre arrondissement est subordonné à l'autorisation du « Zivilkommissar » de l'arrondissement d'origine, à moins, toutefois, que le commerce des pommes de terre ne soit déclaré libre dans les deux arrondissements.

### Article 4

La ration pour les consommateurs qui ne sont pas producteurs est fixée à 200 gr. par jour et par personne.

Les communes ont le droit, en se basant sur cette ration, d'approvisionner à l'aide des quantités à livrer par elles conformément à l'article 1<sup>er</sup>, les consommateurs habitant leur territoire, pour autant que ceux-ci ne soient pas producteurs.

Dans la commune même, l'approvisionnement se fera par l'intermédiaire du bourgmestre. Celui-ci autorisera les transports en délivrant les permis nécessaires.

### Article 5

Pour autant qu'une commune ne soit pas à même de se procurer dans son territoire les quantités nécessaires à son approvisionnement, mais puisse se procurer dans une autre commune de l'arrondissement, son approvisionnement se fera par l'entremise du « Zivilkommissar ». Celui-ci autorisera les transports dans le territoire de l'arrondissement en délivrant les permis nécessaires.

### Article 6

Pour autant qu'un arrondissement ne soit pas à même de se procurer dans son territoire les quantités nécessaires à son approvisionnement (arrondissement de sous-production), son approvisionnement se fera par les arrondissements dont la production dépasse les quantités nécessaires à leur ravitaillement (arrondissement de surproduction), par l'intermédiaire de la « Kartoffelversorgungsstelle ». Celle-ci autorisera les transports en délivrant les permis nécessaires ou en timbrant les lettres de voiture.

### Article 7

Il est interdit :

- a) D'utiliser des pommes de terre à des fins industrielles et de mettre en vente ou de vendre des produits provenant de pommes de terre indigènes;
- b) De donner des pommes de terre en nourriture aux animaux, aussi longtemps que l'arrondissement n'a pas livré les quantités obligatoires (article 3).

### Article 8

Sur le stock restant à l'agriculteur après livraison des quantités obligatoires, il devra d'abord prélever les quantités nécessaires aux plantations de l'année 1919. La mise en réserve de ces quantités se fera sur la base de 2000 kg. par hectare des terres plantées en 1918.

Le « Zivilkommissar » a le droit d'ordonner une mise en réserve plus importante, conformément à un plan de répartition à dresser par la commune.

Il est interdit de consommer les pommes de terre destinées aux plantations ainsi que de disposer d'elles de toute autre manière.

L'échange des pommes de terre à planter sera l'objet de dispositions spéciales qui seront prises ultérieurement.

### Article 9

Même avant que la commune ait livré les quantités obligatoires, le bourgmestre peut autoriser l'exportation de pommes de terre en faveur de certaines personnes qui n'habitent pas la commune mais y ont planté des pommes de terre; le cas échéant il le fera à raison du rendement d'un are par personne appartenant au ménage de l'intéressé. Les demandes de transport de pommes de terre provenant de cultures appartenant en propre à l'intéressé, doivent se faire à l'aide d'un bulletin ad hoc, dûment rempli et adressé au bourgmestre de la commune de production. On peut se procurer ces bulletins chez les « Zivilkommissars ».

Le « Zivilkommissar » décide si et, le cas échéant, dans quelles mesures cette exportation entraînera une réduction des quantités à livrer par la commune.

### Article 10

A la demande de la « Kartoffelversorgungsstelle », les communes de sous-production et les communes de surproduction sont obligées de procurer des locaux convenables et suffisants, pour l'emmagasinement des pommes de terre livrées par les producteurs.

Les communes ont le droit de réquisitionner à cette fin des locaux situés dans leur territoire.

Si les parties intéressées ne peuvent s'entendre, le « Zivilkommissar » fixera l'indemnité à payer par la commune aux propriétaires desdits locaux.

### Article 11

Les mandataires de la « Kartoffelversorgungsstelle » ou des « Zivilkommissars » peuvent pénétrer dans les immeubles et locaux des personnes qui sont tenues de livrer, et déterminer la superficie des terres plantées et l'importance des stocks de pommes de terre.

Ils ont aussi le droit, avant la fin de la récolte, de constater l'étendue des cultures dont les pommes de terre ont déjà été en partie récoltées, et d'exiger des intéressés qu'ils établissent où se trouvent les quantités récoltées.

### Article 12

Les contestations portant sur les livraisons de pommes de terre seront tranchées exclusivement par un tribunal d'arbitrage; des dispositions spéciales pourront être prises ultérieurement à ce sujet.

### Article 13

Il convient de rappeler que quoique aura enfreint les prescriptions du présent arrêté ou les dispositions et mesures destinées à assurer son exécution, sera puni, conformément au § 7 de l'arrêté du 21 février 1918, concernant la saisie de l'avoine, etc., d'une amende pouvant atteindre 20 000 marcs ou d'un emprisonnement de 5 ans au plus.

En outre, on pourra prononcer la saisie des choses qui auront formé l'objet de l'infraction ou servi à transporter illicitement les produits saisis.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

Namur, le 1<sup>er</sup> septembre 1918.  
Der Verwaltungschef für Wallonien.  
HANTEL.

biens placés pour être à même d'être documentés, que les coupables ne pouvaient être punis de façon exemplaire, sauf qu'ils soient livrés aux autorités allemandes, ce que gens ont hésité à faire; et cependant les par qui mettent notre alimentation en péril ne méritent aucune pitié, il faut en convenir.

GEORGEMIL.

## Chronique Locale et Provinciale

### APPELS

Les appels suivants auront lieu pendant le mois de septembre 1918 :

A l'École de Bienfaisance, rue Godefroid.

#### 1. A. Garde Civique :

Officiers et soldats numéros 1 à 300, à 4 h. 30 et suiv. à 4 h. 15, le jeudi 12 septembre.

B. Les Invalides ennemis qui ont pris part à la guerre, ainsi que les personnes qui ont été prisonnières de guerre civiles : à 4,30 h. de l'après-midi, le jeudi 12 septembre

#### C. Séminaire :

à 4,45 h. de l'après-midi, le jeudi 12 septembre.

#### 2. Les Etrangers Ennemis :

(Tous les hommes nés de 1877 à 1901) Italiens, Français, Anglais, Russes, Serbes, Monténégrins, Japonais, Portugais, Roumains, ainsi que les sujets des Etats suivants : Etats-Unis de l'Amérique du Nord, Chine, Brésil, Cuba, Haïti, Panama, Bolivie, Honduras et Guatemala, Grèce, Siam, Libéria, Costarica, Pérou, Uruguay, Nicaragua et l'Equateur.

à 4,30 h. de l'après-midi, le jeudi 12 septembre.

#### 3. Les Belges en surveillance :

NAMUR. — Les personnes nées en :

Le mardi 10 septembre 1918.

1877-84,	à 3 h.	de l'après-midi.
1879-80,	à 3 h. 15	»
1881-82,	à 3 h. 30	»
1883-84,	à 3 h. 45	»
1885-86,	à 4 h.	»
1887-88,	à 4 h. 30	»
1889-90,	à 4 h. 45	»
1891-92,	à 5 h.	»
1893-94,	à 5 h. 15	»
1895-96,	à 5 h. 30	»

Le mercredi 11 septembre 1918.

1897,	à 3 h.	de l'après-midi.
1898,	à 3 h. 15	»
1899,	à 3 h. 30	»
1900,	à 3 h. 45	»
1901,	à 4 h.	»

SAINT-SERVAIS. — Les personnes nées en :

Le mercredi 11 septembre 1918.

1877-84,	à 4 h. 30	de l'après-midi.
1885-94,	à 4 h. 45	»
1895-01,	à 5 h.	»

BOUGE, à 5 h. 30 »  
SAINT-MARC, à 5 h. 30 »

JAMBES. — Les personnes nées en :

Le jeudi 12 septembre 1918.

1877-84,	à 3 h.	de l'après-midi.
1885-94,	à 3 h. 15	»
1895-01,	à 3 h. 30	»